

"Corporate and institutional transparency for economic growth in Europe"

Autor(en): **Michel, Julie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **64 (2006)**

Heft 4: **L'organisation comme forme aboutie de la domination ; Economie de l'entreprise et capital humain. IV**

PDF erstellt am: **19.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-141861>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

«CORPORATE AND INSTITUTIONAL TRANSPARENCY FOR ECONOMIC GROWTH IN EUROPE»¹

JULIE MICHEL

Assistante diplômée, Doctorante,

Chaire de Politique Economique et Sociale, Université de Fribourg, Suisse

Julie.michel@unifr.ch

La transparence est considérée comme un facteur essentiel de la croissance économique. Ceci est dû à son rôle sur les décisions de finance et d'investissement, ainsi qu'à son influence positive sur l'efficacité de l'allocation des ressources. Pour comprendre ce lien entre transparence et croissance, le livre édité en 2006 par Lars Oxelheim, «Corporate and Institutional Transparency for Economic Growth in Europe», Elsevier, Oxford, constitue une nouveauté grâce à son approche interdisciplinaire de ce thème. Il explore ainsi la transparence en Europe dans trois domaines principaux: la politique économique, le secteur des entreprises, et les structures institutionnelles et régulatrices des marchés.

Ce livre de 466 pages contient quatorze chapitres. Il délivre d'importantes idées qui pourront être utilisées par les étudiants, chercheurs, décideurs politiques, et praticiens. Dans le premier chapitre, Jens Forssboeck et Lars Oxelheim présentent un cadre conceptuel pour l'analyse multidimensionnelle de la transparence. Le chapitre 2, développé par Iain Begg, développe le concept de la transparence dans les banques centrales. Au chapitre 3, Philippe Gugler examine l'effet de la transparence sur la politique de la concurrence. Thomas Brewer et Sarianna Lundan analysent ensuite, au chapitre 4, l'impact de la politique environnementale de l'Union européenne sur les firmes, aux niveaux supranational, régional et local. Le chapitre 5, développé par Erik Mellander et Christina Håkanson, analyse le manque de transparence dans les politiques de l'éducation des pays membres de l'Union européenne. Le chapitre 6, de Karin Thorburn, analyse les différents codes de faillite au Royaume Uni, en France, en Allemagne et en Suède. Jean-Pierre Casey explique, dans le chapitre 7, comment la transparence peut contribuer à de plus hauts taux de croissance économique en Europe. Le chapitre 8 de Apanard Angkinand et Clas Wihlborg se concentre sur les procédures d'insolvabilité et la discipline du marché dans le service bancaire européen. Au chapitre 9, Davide Lombardo et Marco Pagano discutent comment le système légal peut affecter le coût en capital pour les firmes, et ainsi que leur comportement en investissement. Magnus Bild et Walter Schuster analysent, au chapitre 10, la transparence d'un point de vue comptable avec l'adoption européenne des normes comptables internationales. Le chapitre 11, de Söhnke Bartram, Georg Stadtmann et Markus Wissmann, examine comment le Sarbanes-Oxley

¹ Lars Oxelheim (ed), Elsevier, Oxford, 2006

Act influence la transparence des entreprises. Le chapitre 12, de Raj Aggarwal et NyoNyo Aung Kyaw, étudie l'impact des standards de divulgation sur les structures en capital des entreprises dans 14 pays européens. Le chapitre 13, de Amjad Hadjikhani et Pervez Ghauri, s'intéresse particulièrement aux problématiques de transparence liées à l'interaction entre les entreprises multinationales et l'Union européenne. Finalement, au chapitre 14, Andrew Delios, Ram Mudambi et Pietro Navarra analysent la corruption comme manque de transparence dans le contexte des investissements directs étrangers vers l'Europe.

Etant donné l'importance de la transparence dans le processus de croissance économique, cet ouvrage développe des thèmes essentiels concernant tous les pays, et particulièrement ceux en voie de développement et les nouveaux pays membres de l'Union européenne. En outre, le manque de transparence et ses effets sur la croissance économique sont des sujets d'actualité repris dans de nombreuses discussions et initiatives au sein d'organisations internationales comme l'OCDE, la CNUCED ou la Banque mondiale.